

Cet article a été proposé à *Libération* le 8 mars 1999 comme contribution à la page " Débat ". Il a été refusé: " Nous avons bien reçu votre proposition de contribution à la page " Débat ". Limité par l'actualité et par l'espace dont nous disposons, nous ne pouvons cependant pas envisager la publication. Croyez que nous le regrettons. Sincèrement. Jacques Amalric " (Rédacteur en Chef, le 11 mars 1999).

Ainsi, pour la Direction de *Libération*, les problèmes concernant l'énergie nucléaire et l'urgence de sa sortie ne sont pas des problèmes d'actualité !

A propos de la mine de charbon de Gardanne La diabolisation du charbon et la sortie du nucléaire

Gardanne est en lutte. A propos de la fermeture de la mine *Libération* titre "*Gardanne monte au créneau pour descendre à la mine*" (10/2/1999). Des grévistes d'un sous-traitant des Houillères font grève sur le tas au fond de la mine pour garder leur emploi (*Libération* 3/3/1999). Par contre, il y a peu, on apprenait qu'au Royaume-Uni les mesures draconiennes prises par Thatcher à l'encontre des mines de charbon allaient être assouplies. Au même moment le bilan de production électrique d'EDF 1998 nous apprend que 500 MWe du parc [thermique classique](#) ont été démantelés dont la centrale à charbon de Pont-sur-Sambre de 250 Mwe. On sait qu'EDF veut en démanteler d'autres afin de réduire la puissance de production électrique des centrales à fioul et charbon de plus de 40% pour éponger sa surcapacité nucléaire actuelle et rendre inéluctable le recours au nucléaire vers 2010 lors du renouvellement du parc.

Dans ce contexte il est étonnant que les articles sur Gardanne ne signalent pas ce qui fait l'originalité de ce site : c'est à Gardanne qu'a été mise au point, avec le charbon extrait de la mine, la chaudière [LFC \(à lit fluidisé circulant\)](#) de 250 MWe qui est un des meilleurs procédés " charbon propre " exploités dans le monde aujourd'hui pour produire de l'électricité. Ce procédé de combustion du charbon rend négligeable la pollution par les poussières, soufre et oxydes d'azote.



Centrale LFC 250 MWe de Gardanne.

Il est important de savoir que toute installation existante à charbon peut être modernisée rapidement car il suffit de remplacer la chaudière par une chaudière LFC en gardant le reste de l'installation. Il est important de savoir que ces chaudières peuvent brûler, en restant " propres " toutes les qualités de charbon (et même les produits visqueux provenant des résidus du raffinage du pétrole à haute teneur en soufre). Il est important de savoir qu'il est envisagé d'augmenter la puissance de ces chaudières. Signalons qu'à puissance thermique égale les centrales à charbon sont plus performantes que les centrales nucléaires. Il est important de savoir qu'EDF fait la promotion de ces chaudières LFC au plan international. Un

exemple récent : cela figure explicitement dans l'accord franco-ukrainien sur la coopération énergétique du 15/2/1999 " (...) Favoriser les actions de coopération dans les domaines suivants : Production d'électricité par l'utilisation des technologies de combustion propre du charbon, notamment par la technique du lit fluidisé circulant (...) ". Mais ce qui est bon pour l'exportation n'est pas bon pour nous. Aucune installation nouvelle n'est prévue en France ni la modernisation des centrales existantes.

Le charbon ce n'est pas une solution idéale. On ne peut pas ignorer les risques professionnels des mineurs de charbon. Mais les mineurs d'uranium meurent aussi beaucoup, notamment de cancer du poumon. Il est vrai que, depuis la fermeture [des mines d'uranium du Limousin](#), notre soi-disant indépendance énergétique est acquise notamment grâce aux [mineurs d'uranium africains](#) et aux [Indiens du Saskatchewan canadien](#). En somme, personne n'est au courant (!) mais peut-être avons-nous récupéré des colonies ?



Centrale au charbon de SONICHAR.
Niger (photo Criirad), les sites des [mines d'uranium](#) sont approvisionnés en électricité par une centrale à charbon manifestement très polluante, pollution atmosphérique et dépôts noirâtres au sol. La production d'une tonne d'uranium par la COMINAK nécessiterait près de 10 tonnes d'équivalent pétrole.

Le charbon en brûlant émet du gaz carbonique, c'est vrai. Le gaz naturel aussi, mais moins. (Mais il n'y a pas pratiquement pas d'installations de production électrique au gaz en France et le réseau de distribution et les possibilités de stockage du gaz sont inexistantes pour une production importante d'électricité). Il faut cependant souligner que l'effet de serre est un problème planétaire et que les gaz à effet de serre ne proviennent pas seulement de l'énergie consommée dans le monde car [la contribution de l'agriculture et de l'élevage](#) est tout aussi primordiale. Quant à l'électricité nucléaire mondiale qui représente environ 5% seulement de l'énergie consommée dans le monde il est délirant de penser qu'elle pourrait être une solution à l'effet de serre.

Les énergies renouvelables (vent, soleil) n'ont pas une efficacité suffisante pour produire l'électricité qui est consommée actuellement en France et pour remplacer le nucléaire. Une réduction drastique de la consommation est peu vraisemblable à court terme (et peut-être même à moyen terme). Le problème c'est, ici et maintenant, à notre échelle. Or on peut immédiatement arrêter environ 70% du nucléaire en France, c'est techniquement possible avec l'hydraulique et les installations du thermique classique qui existent encore aujourd'hui mais il n'y a pas la volonté politique de le faire. Pourquoi laisser démanteler les centrales à fioul et charbon (et aussi d'ailleurs les petites installations hydrauliques) ? L'important est que le charbon ne fait pas courir un risque d'accident majeur comme le nucléaire. Pas de Tchernobyl français en vue avec le charbon. Tel n'est pas le cas avec nos réacteurs nucléaires car la sûreté absolue n'existe pas. Quand l'accident arrive c'est dramatique. Sauf bien sûr si l'on croit ce que

racontent les officiels du lobby nucléaire dont font partie d'éminents professeurs : pour eux il ne s'est rien passé à Tchernobyl. Bien sûr il y a ces malheureux enfants en Biélorussie, Ukraine et Russie qu'il a fallu opérer d'un cancer de la thyroïde, mais distribuons des pastilles d'iode stable chez nous et on sera paré. Vous les croyez vraiment ? Selon eux les autorités soviétiques ont mal géré l'accident car elles ont été trop prévenantes, elles n'auraient pas dû évacuer tant de monde en urgence en 1986. Et plus tard dans la phase de gestion à long terme des années après la catastrophe, elles n'auraient pas dû procéder au relogement, hors des zones contaminées, de bon nombre de gens. Il aurait fallu laisser les habitants sur place (c'est d'ailleurs ce qui s'est passé pour beaucoup).

Depuis Tchernobyl les instances internationales et les experts officiels de la radioprotection nous ont concocté des plans magnifiques d'intervention, ou plutôt de *non-intervention* pour le long terme, en cas d'accident nucléaire majeur. On n'en est plus à chipoter entre une dose annuelle de 1 mSv ou de 5 mSv c'est à dire entre une dose-vie sur 70 ans de 70 mSv ou 350 mSv (*Litige sur le seuil de radioactivité acceptable*, Libération, 10 avril 1990). Le résultat des optimisations coût-bénéfice c'est qu'on ne déplacera pas les habitants de leur lieu de résidence si les calculs des experts montrent que la dose qui peut être accumulée sur la vie suite à la contamination radioactive ne dépasse pas 1 sievert (1000 mSv ou 100 rem). C'est ce que, sous la casquette d'expert de l'OMS, le Pr. Pellerin recommandait en 1989 en Biélorussie et en Ukraine pour s'opposer aux mesures préconisées par les scientifiques biélorusses et ukrainiens soucieux de mieux protéger la population. Il a gagné. Nos enfants et petits-enfants ont perdu, car l'accident futur, c'est pour qui ? Vous le savez, vous ?

[Bella Belbéoch](#),
lettre d'information du [Comité Stop Nogent-sur-Seine](#) n°83 février-avril 1999.